

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-100

Objet : Mise à disposition d'un local de l'école RPI du Barroux au bénéfice de l'association de l'amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale du Barroux

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, la CoVe, portant compétence au titre des actions éducatives en matière de construction, d'aménagement, d'entretien et de gestion d'équipements scolaires d'intérêt communautaire ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 38-13 du 25 mars 2013 définissant l'intérêt communautaire de l'école RPI La Roque Alric-Le Barroux-Suzette et le transfert intervenu au 1^{er} septembre 2013 de l'école du village de Le Barroux ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions à la Présidente,

Considérant la demande formulée par l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de Le Barroux consistant à disposer d'un local dans l'enceinte de l'école pour y organiser des réunions de préparation des différentes manifestations organisées qui contribuent au financement du projet d'école ;

Vu le projet de convention de mise à disposition de locaux par la CoVe au sein de l'école intercommunale de Le Barroux au bénéfice de l'Amicale des parents d'élèves de l'école intercommunale de Le Barroux ;

Décide

Article 1 : de signer la convention de mise à disposition de locaux par la CoVe au sein de l'école intercommunale du Barroux au bénéfice de l'association de l'Amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale du Barroux dont le siège est situé, 3 place Philemon Piquet, 84330 LE BARROUX, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Elodie COSTA,

Article 2 : de consentir l'autorisation d'occupation du domaine public à titre exceptionnellement gratuit et pour une durée de trois ans expressément renouvelable,

Article 3 : Le Directeur général des services de la Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision et sa transmission au contrôle de légalité en préfecture de Vaucluse.

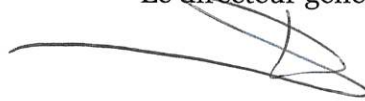
Envoyé en préfecture le 08/01/2024

Reçu en préfecture le 08/01/2024

Publié le 08/01/2024

ID : 084-248400053-20231211-D2023_100-AU

Fait à Carpentras le 11/01/2024,
Pour la Présidente,
Le directeur général des services,



Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
PAR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VENTOUX COMTAT VENAISSIN
AU BÉNÉFICE DE L'AMICALE DES PARENTS D'ÉLÈVES DE L'ÉCOLE LAÏQUE DU
BARROUX**

Entre les soussignés:

La Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, la CoVe, dont le siège est situé au 1171, avenue du Mont Ventoux, CS30 085, 84203 Carpentras Cedex, représentée par sa Présidente en exercice Madame Jacqueline BOUYAC, autorisée par délibération n°58-23 en date du 3 avril 2023 portant délégation d'attributions du conseil de communauté à la Présidente, ci-après dénommée « la CoVe »,

d'une part,
et

l'Amicale des parents d'élèves de l'école laïque du Barroux , représentée par sa Présidente en exercice, Madame Elodie COSTA, dont le siège est situé 3, place Philemon Piquet, 84330 Le Barroux, ci-après dénommée « l'association »,

d'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit:

L'association a sollicité la CoVe pour disposer d'un local dans l'enceinte de l'école RPI du Barroux pour organiser des réunions de préparation des différentes manifestations organisées qui contribuent au financement du projet d'école.

ARTICLE 1: Objet de la convention

La présente convention a pour objet la mise à disposition, par la CoVe, à titre gratuit de la salle située à l'étage à l'intérieur des locaux de l'école RPI du Barroux dont elle est gestionnaire au bénéfice de l'association afin de la soutenir dans la poursuite de ses objectifs.

La présente convention vaut autorisation d'occupation du domaine public de la CoVe. Elle est consentie à titre précaire et révocable à tout moment pour motif d'intérêt général.

ARTICLE 2: Durée

La présente convention rendue exécutoire sera conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature par les parties. Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement exprès.

ARTICLE 3: Etat des locaux

L'association prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, l'association déclarant les bien connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

ARTICLE 4: Conditions d'utilisation et destination des locaux

La salle, objet de la présente convention, sera utilisée par l'association pour y tenir des réunions de préparations aux manifestations entrant dans le cadre de ses missions.

En cas de besoin d'utilisation de la salle, l'association devra prévenir au moins une semaine à l'avance le service RPI et conseil de gestion de la CoVe afin que celui-ci prenne les dispositions nécessaires pour la transmission des clés. Les demandes faites directement auprès des agents intercommunaux de l'école ne seront pas prises en compte, de même que ces derniers ne seront pas autorisés à céder leurs clés du bâtiment sauf si demande expresse du responsable du service RPI et conseil de gestion

L'utilisation du local se fera obligatoirement en la présence d'au moins un représentant de l'association.

L'association, ses membres et ses préposés devront respecter les règles d'ordre public, d'hygiène et de bonnes mœurs.

ARTICLE 5: Obligations de l'association

5.1. Préalablement à l'utilisation des locaux, l'association déclare :

- Avoir souscrit une police d'assurance conformément à l'article 6 ci-après.
- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité ainsi que des consignes particulières données par le directeur d'école et s'engage à les appliquer.
- Avoir procédé avec le directeur d'école à une visite de l'établissement et plus particulièrement des locaux et des voies d'accès qui seront effectivement utilisées.
- Avoir constaté avec le directeur d'école l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction et avoir pris connaissance des itinéraires d'évacuation et des issues de secours.

5.2. Au cours de l'utilisation des locaux, l'association s'engage :

- À en assurer le gardiennage.
- À contrôler les entrées et les sorties des participants.
- À faire respecter les règles de sécurité par les participants.
- À assurer le nettoyage des locaux utilisés et des voies d'accès.
- À réparer ou indemniser la CoVe pour les dégâts matériels éventuellement commis.

ARTICLE 6: Assurances

La CoVe déclare que les locaux mis à disposition sont assurés, en sa qualité de gestionnaire.

L'association s'assurera contre les risques d'incendie, d'explosion, de vol, de dégâts des eaux et contre tout risque locatif et les recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue. L'assurance souscrite devra générer des dommages et intérêts suffisants pour permettre la reconstruction ou la remise en état des locaux. L'association devra s'acquitter du paiement de toute prime et en justifier à première demande.

ARTICLE 7: Responsabilité, recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers à la présente convention des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions du présent bail, de son fait ou de celui de ses membres et préposés.

L'association répondra des dégradations causées aux locaux mis à disposition.

ARTICLE 8: Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits par l'association, toute cession de droits en résultant est interdite. De même, l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des locaux objets de la présente convention et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

ARTICLE 9: Dénonciation, résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations contenues dans la présente convention celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi par l'autre partie d'une lettre recommandée avec accusé de réception contenant une mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

La révocation pour motif d'intérêt général ne donnera lieu à aucune indemnisation.

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou par la destruction des locaux par cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 10: Transmission au représentant de l'Etat

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982, la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Fait àle.....
en deux exemplaires.

Pour la CoVe,
La Présidente,

Pour l'association,
La Présidente,

Jacqueline BOUYAC

Elodie COSTA